

Si je mentionne l'augmentation du revenu de la main-d'œuvre, c'est qu'elle est un facteur clé de l'inflation. C'est la raison pour laquelle le président Nixon a établi aux États-Unis un contrôle des salaires et des prix. L'une des constatations les plus surprenantes à cet égard, c'est que, dans l'ensemble, les syndicats ont accepté ce contrôle des salaires, car ils savaient bien, au fond, que les salaires avaient surpassé la productivité. Nous avons fait de grands pas ces 20 dernières années. Notre productivité a beaucoup augmenté par suite des progrès techniques. Mais récemment, elle s'est laissée devancer par l'augmentation des salaires. En fait, d'après le rapport annuel de 1970 de la Banque du Canada, l'augmentation des salaires a surpassé la productivité de 90 p. 100. Lorsqu'on est tenu d'augmenter les prix pour compenser l'excédent, et que les marchés n'absorbent pas la hausse des prix qu'entraîne l'augmentation des coûts de production, il faut diminuer la production. Et c'est, en fait, ce qui est en train de se produire au Canada.

L'augmentation énorme des coûts n'a pas été absorbée par une augmentation de la productivité, ce qui aurait provoqué une situation où le marché n'a pas été en mesure d'absorber l'augmentation des prix de certains produits, ce qui a eu pour effet de déclencher une diminution de la production et, par là même, une augmentation du chômage que personne dans notre société n'accueille favorablement ou désire. Au cours des derniers six mois, les journaux partout au Canada—et on pourrait compiler un dossier de tous ces articles—ont rapporté des baisses de la production dans diverses usines en commençant par la General Motors, cette grande société américaine, cet organisme gigantesque et néfaste qui domine l'économie canadienne, si l'on peut brosser un tel tableau de la General Motors, et même à la Polymer, cette société qui est entre les mains du gouvernement canadien, on a rapporté un tel ralentissement. Toutes ces usines ont diminué leur taux de production car le marché n'a pu absorber l'augmentation du coût de leurs marchandises.

Quel est l'avantage du projet de loi déposé devant le Parlement? Je pense que nous devrions prendre un certain nombre de mesures, mais le gouvernement ne me paraît pas disposé à le faire. A mon avis, la première mesure à prendre est de redonner confiance à la nation et aux entreprises, en leur prouvant que notre pays a les moyens d'entrer en concurrence avec les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest et le Marché commun, de lancer nos produits sur les marchés du monde occidental et de les vendre.

Le bill C-259 ne donne pas suffisamment de confiance aux entreprises pour qu'elles investissent à nouveau. Dans son exposé budgétaire, le ministre indique que les sociétés bénéficieront d'une réduction de 7 p. 100 de leur impôt sur le revenu et les particuliers, de 3 p. 100. Comme il est indiqué dans le journal d'aujourd'hui, une réduction de 3 p. 100 pour un célibataire qui gagne \$6,000 par an équivaut à une réduction de \$12 seulement. Ce n'est pas une très grosse somme. La personne qui disposera de \$12 de plus à cause de cette réduction de 3 p. 100 ne sera pas tellement en mesure de créer de l'emploi. Le contribuable qui touche \$50,000 par an ne verra ses impôts diminuer que de \$314 à la suite de la réduction de 3 p. 100. Ce n'est pas assez pour faire renaître la confiance dans les milieux d'affaires, mais cette confiance est indispensable si l'on veut créer des emplois pour les chômeurs afin que ceux-ci contribuent au développement du pays.

[M. Horner.]

• (5.30 p.m.)

Il nous faut examiner les dépenses globales nécessaires pour créer des emplois. Il y a quelques jours, dans un discours sur les documents budgétaires, j'ai dit que le gouvernement devrait retirer le bill sur la concurrence et le Code du travail que le ministre du Travail a déposés. Il nous faut aller encore plus loin et faire la preuve que l'argent peut créer des emplois au Canada. Je me souviens que le ministre de l'Expansion économique régionale a fait une déclaration devant la Chambre disant que jusqu'en automne 1970 son ministère avait créé 16,000 emplois pour un coût de X millions. Cela revenait à environ \$5,000 par emploi, sans compter les contributions du secteur privé.

Dans le cas du programme d'expansion régionale, il en coûtait près de \$6,000 pour créer un emploi. Admettons que cette somme représente un cinquième de l'investissement en capitaux nécessaire pour créer un emploi. Cela nous donne le chiffre de \$30,000. Même si l'on suppose qu'on peut créer un emploi pour moins cher, disons pour la moitié de ce coût, l'investissement nécessaire pour créer un emploi sera toujours de \$15,000. Si l'on considère qu'il y a actuellement 500,000 chômeurs, 15,000 multiplié par 500,000 nous donne une idée du montant des investissements qu'il faudrait faire. Le ministre des Finances et son secrétaire parlementaire devraient regarder les choses en face.

Le Canada n'attire par les capitaux, ils le fuient. Les gouvernements provinciaux et les municipalités ne vont pas emprunter à l'étranger. Nous devons nous demander s'il est bon que le gouvernement fédéral décourage les investissements étrangers dans ce pays. Je ne parle pas de la question de savoir qui devrait contrôler les investissements étrangers car, en tant que Canadien, je pense que c'est nous qui devrions le faire, mais nous avons en tout cas besoin de ces investissements afin de créer des emplois. Mais comment atteindre ce but, monsieur le président? Le bill C-259 est-il la réponse à la question? A mon avis, ce n'est pas le cas.

Selon moi, le bill C-259 devrait être divisé de façon à accorder aux contribuables à faible revenu les avantages qui peuvent en être obtenus. Il faudrait reconnaître que, même si l'inflation est un problème, le chômage en est un encore plus grave. Comment ces deux problèmes peuvent-ils être réglés? Puisque les États-Unis ont gelé leurs salaires, le Canada devrait annoncer son intention de bloquer son dollar à 95c, ce qui redonnerait confiance aux hommes d'affaires. Si cette mesure était annoncée, le problème immédiat pourrait être un afflux monétaire. Pour y faire face, et parallèlement au blocage du dollar à 95c., il faudrait annoncer l'intention du gouvernement canadien de geler les prix et les salaires au Canada, aussi longtemps que notre principal associé commercial maintiendrait des mesures identiques chez lui.

Le député de Trinity a avancé que le Canada devrait imposer un gel des salaires et des prix. Si nous le faisons sans bloquer le dollar, nous constaterions une tendance immédiate à la revalorisation de notre monnaie. Je suggère que le gouvernement déclare, sans équivoque, qu'il a l'intention de bloquer son dollar à 95c. et de mettre sur pied une commission habilitée à imposer un contrôle des salaires et des prix. De cette façon, les hommes d'affaires reprendraient confiance et la population retournerait au travail. Il y aurait lieu d'abandonner une partie de ce bill seulement. Il devrait y avoir une réduction d'impôt pour les revenus inférieurs et une reprise en considération de